

**Approvisionnement en gazoles et supercarburants sans plomb
au profit du Service de l'énergie opérationnelle (SEO)
et de ses clients en France hexagonale et en Corse.**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Numéro de consultation : DAF_2024_001882

Procédure de passation : appel d'offres ouvert.

1	PRÉAMBULE-CONTEXTE	5
2	CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
2.1	Objet de l'accord-cadre	5
2.2	Allotissement	5
2.3	Forme de l'accord-cadre	5
2.4	Étendue de l'accord-cadre	5
2.4.1	Nature des prestations, caractéristiques techniques et volumes estimatifs	5
2.4.1.1	Gazoles	6
2.4.1.2	Supercarburants sans plomb	6
2.4.1.3	Prestations diverses	7
2.4.2	Modes de délivrance des produits	7
2.5	Fiche de données de sécurité	7
2.6	Lieux de livraison	8
2.7	Durée du marché	8
2.7.1	Cadre général	8
2.7.2	Reconduction de l'accord-cadre	8
2.7.3	Clauses de réexamen	9
2.8	Documents contractuels	9
2.9	Modalités d'exécution des prestations	10
2.9.1	Représentation des parties	10
2.9.1.1	Représentation du pouvoir adjudicateur	10
2.9.1.2	Représentation du titulaire	10
2.9.2	Conditions d'exécution	10
2.9.2.1	Passation des commandes	10
2.9.2.1.1	Commandes des prestations objets de l'accord-cadre	10
2.9.2.1.2	Commandes de prestations diverses	11
2.9.2.2	Statut douanier « acquitté repreneur »	11
2.9.2.3	Délais d'exécution	11
2.9.2.3.1	Mise à disposition (livraison - enlèvement) en régime standard	11
2.9.2.3.2	Mise à disposition (livraison - enlèvement) en régime express	12
2.9.2.3.3	Prestations diverses	12
2.9.2.4	Prolongation de délai d'exécution ou sursis de livraison	12
2.9.2.5	Annulation du bon de commande	12
2.9.2.6	Pénalités pour retard ou défaut d'exécution des prestations	13
2.9.2.6.1	Montant des pénalités	13
2.9.2.6.2	Modalités de mise en œuvre	14
2.9.3	Modalités de livraison	14
2.9.3.1	Moyens de livraison	14
2.9.3.2	Chargement - déchargement - protocole de sécurité	14
2.9.3.2.1	Livraisons par les moyens du titulaire	14
2.9.3.2.2	Enlèvement par les moyens du SEO ou d'un de ses tiers fournisseurs	14
2.9.3.3	Mesures de sécurité en matière d'accès aux sites	14
2.9.3.4	Pièces justificatives de livraison	15
2.9.4	Obligations du titulaire	15
2.9.4.1	Obligation de conseil	15
2.9.4.2	Obligation d'information	15
2.9.4.3	Obligations de confidentialité	15

2.9.4.4	Responsabilité du titulaire	16
2.9.4.5	Réglementation relative au traitement de données à caractère personnel	16
2.9.5	Constatation de l'exécution des prestations	16
2.9.5.1	Vérification quantitative	17
2.9.5.1.1	Carburants livrés en vrac	17
2.9.5.1.2	Enlèvement EXW des carburants par les moyens du SEO ou d'un tiers fournisseur	17
2.9.5.2	Vérification qualitative	17
2.9.5.3	Décisions après vérifications	18
2.9.5.3.1	Admission des prestations conformes	18
2.9.5.3.2	Ajournement d'admission en cas d'émission de réserves	18
2.9.5.3.3	Prestations non conformes	18
2.10	Régime financier	19
2.10.1	Forme et contenu des prix	19
2.10.1.1	Gazoles (F-54 et gazole exempt de biocarburants dit biofree)	20
2.10.1.1.1	Prix initiaux des gazoles : $P_{i\text{ Gaz_NWE}}$, $P_{i\text{ Gaz_MED}}$	20
2.10.1.1.2	Prix d'achat des gazoles : $P_{\text{Ach (n)}}$, et $P_{\text{Ach 6 Gaz}}$	20
2.10.1.1.3	Prix de facturation des gazoles : $P_{F(n)\text{_EXW}}$, $P_{F(n)\text{_DDP}}$, $P_{F6\text{ Gaz_EXW}}$, et $P_{F6\text{ Gaz_DDP}}$	21
2.10.1.1.4	Taxes, droits de douanes, TVA	21
2.10.1.2	Supercarburants sans plomb	21
2.10.1.2.1	Prix initiaux des supercarburants sans plomb : $P_{i\text{ SP_NWE}}$, $P_{i\text{ SP_MED}}$	21
2.10.1.2.2	Prix d'achat des supercarburants sans plomb : $P_{\text{Ach (n)}}$, $P_{\text{Ach 6 SP}}$, et $P_{\text{Ach 6 Nav}}$	22
2.10.1.2.3	Prix de facturation des supercarburants sans plomb : $P_{F(n)\text{_EXW}}$, $P_{F(n)\text{_DDP}}$, $P_{F6\text{ SP_EXW}}$, $P_{F6\text{ SP_DDP}}$, $P_{F6\text{ Nav_EXW}}$ et $P_{F6\text{ Nav_DDP}}$	22
2.10.1.2.4	Taxes, droits de douanes, TVA	23
2.10.1.3	Surcoût pour livraisons effectuées en régime express	23
2.10.1.4	Prestations diverses	23
2.10.2	Révision des prix	24
2.10.2.1	Gazoles (F-54 et gazole exempt de biocarburants dit biofree)	24
2.10.2.1.1	Révision des prix initiaux $P_{i\text{ GAZ_NWE}}$ et $P_{i\text{ MED}}$	24
2.10.2.1.2	Révision des prix d'achat, $P_{\text{Ach (n)}}$ et $P_{\text{Ach 6 Gaz}}$	24
2.10.2.1.3	Révision des prix de facturation, $P_{F(n)\text{_EXW}}$, $P_{F(n)\text{_DDP}}$, $P_{F6\text{ Gaz_EXW}}$, et $P_{F6\text{ Gaz_DDP}}$	25
2.10.2.2	Supercarburants sans plomb	25
2.10.2.2.1	Révision du prix initial, $P_{i\text{ SP}}$	25
2.10.2.2.2	Révision des prix d'achat $P_{\text{Ach (n)}}$, $P_{\text{Ach 6 SP}}$ et $P_{\text{Ach 6 Nav}}$	25
2.10.2.2.3	Révision des prix de facturation, $P_{F(n)\text{_EXW}}$, $P_{F(n)\text{_DDP}}$, $P_{F6\text{ SP_EXW}}$, $P_{F6\text{ SP_DDP}}$, $P_{F6\text{ Nav_EXW}}$, et $P_{F6\text{ Nav_DDP}}$	26
2.10.2.3	Modifications réglementaires de la TICPE, et des droits de douane.	26
2.11	Avances	26
2.12	Modalités financières	26
2.12.1	Répartition des paiements	26
2.12.2	Retenue de garantie et cautionnement	26
2.12.3	Intérêts moratoires	26
2.12.4	Modalités de facturation	26
2.12.4.1	Mentions obligatoires	27
2.12.4.2	Transmission des factures	27
2.12.4.2.1	Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :	28
2.12.4.2.2	Utiliser le portail Chorus Pro :	28
2.12.5	Règlement	28
2.13	Dispositions diverses	29
2.13.1	Forme des notifications et des informations	29
2.13.2	Langue	29
2.13.3	Assurances	29
2.13.4	Résiliation	29

2.13.5	Exécution aux frais et risques du titulaire	29
2.13.6	Litiges et contentieux	30
2.13.6.1	Organes chargés des procédures de médiation	30
2.13.6.1.1	Comité consultatif compétent	30
2.13.6.1.2	Médiateur des entreprises du ministères des Armées	30
2.13.6.1.3	Médiateur des entreprises du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance	31
2.13.7	Attribution du certificat de bonne exécution de marché (CBEM)	31
3	ANNEXES ET PIÈCES JOINTES	31
4	DÉROGATIONS AU CCAG	31

1 PRÉAMBULE-CONTEXTE

Le Service de l'énergie opérationnelle (SEO) est un service interarmées. Il assure l'approvisionnement, le stockage et la distribution des produits pétroliers et des énergies alternatives nécessaires aux armées et à tout autre service ou organisme relevant du ministère des armées suivant les dispositions de l'article R.3241-26 du Code de la défense.

Il assure, en outre, la fourniture de biens et de services complémentaires relevant de son domaine de compétence. Il peut intervenir au profit d'autres personnes publiques ainsi que, dans certaines circonstances d'intérêt général, au profit de personnes privées.

À ce titre, il lui incombe notamment d'approvisionner en divers types de carburants l'ensemble de ses établissements et ceux de ses clients situés en France hexagonale ainsi qu'en Corse.

2 CLAUSES ADMINISTRATIVES

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'approvisionnement en gazoles et supercarburants sans plomb au profit du SEO et de ses clients en France hexagonale ainsi qu'en Corse.

Cet accord-cadre est un marché de fournitures courantes et services.

Le terme « clients » désigne les organismes « clients » du SEO et « codifiés » par ce dernier (notamment armées, gendarmerie, douanes, etc.). Une convention est établie entre le SEO et chacun de ses clients. La « codification » signifie dans ce cas l'attribution d'un code client par le SEO.

2.2 Allotissement

Les prestations sont réparties en six lots tels qu'identifiés ci-dessous :

N° du lot	Zone géographique	Intitulé du lot
1	France hexagonale	Approvisionnement en gazole à usage routier de type F-54 au profit du SEO et de ses clients en France hexagonale.
2		Approvisionnement en gazole de type Biofree (B0) au profit du SEO et de ses clients en France hexagonale.
3		Approvisionnement en supercarburant de type SP 95 à usage terrestre (F-67) au profit du SEO et de ses clients en France hexagonale.
4		Approvisionnement en supercarburant de type SP 98 à usage terrestre (XF-68) au profit du SEO et de ses clients en France hexagonale.
5		Approvisionnement en supercarburant de type SP 95 à usage de navigation (XF-67) au profit du SEO et de ses clients en France hexagonale.
6	Corse	Approvisionnement en gazole et supercarburants au profit du SEO et de ses clients en Corse.

2.3 Forme de l'accord-cadre

Le présent contrat est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande en application des articles [L.2125-1](#), [R.2162-1 à R.2162-5](#), [R.2162-13 et R.2162-14](#) du Code de la commande publique.

Tous les lots sont mono-attributaires.

2.4 Étendue de l'accord-cadre

2.4.1 Nature des prestations, caractéristiques techniques et volumes estimatifs

Pour chaque lot, la nature des produits à fournir, leurs caractéristiques techniques, les volumes annuels

estimés et les volumes maximaux contractuels, toutes durées de reconduction comprises, sont définis en annexe 1 au présent cahier des clauses particulières (CCP).

L'estimation volumique annuelle est établie au regard de l'expérience des accords-cadres antérieurs et du besoin actuellement connu du SEO.

Il est précisé que tous les carburants à approvisionner, gazoles et supercarburants sans plomb, doivent être techniquement conformes aux caractéristiques techniques édictées par les spécifications et normes ci-dessous mentionnées, en vigueur et à jour de leurs amendements le jour de la notification de la commande.

En conséquence, toute modification des spécifications ou normes imposées par la réglementation ou par la Chambre syndicale du raffinage intervenant en cours d'exécution de l'accord-cadre est appliquée systématiquement et automatiquement sans que l'information soit notifiée par le pouvoir adjudicateur.

2.4.1.1 Gazoles

Le gazole à fournir appartient à la catégorie des gazoles désignée sous libellé :

- « Gazoles pour l'alimentation des moteurs thermiques à allumage par compression (numéro d'identification du danger 30) » ;

référéncé comme suit dans la désignation officielle de transport de l'Organisation des Nations Unies (ONU) :

- UN 1202 GAZOLE, GE III, (D/E), DANGEREUX POUR L'ENVIRONNEMENT.

Il s'agit de **gazole standard**, d'appellation « **F-54** » dans la standardisation de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), dont les caractéristiques techniques répondent à la spécification CSR 4-0-10. La version actuellement en vigueur est communiquée en pièce jointe (PJ) 1 au présent CCP.

L'ajout de biocarburant au gazole est effectué par le titulaire au taux prévu par la réglementation, en vigueur le jour de la notification de la commande.

Le **gazole dit Biofree (B0), exempt de biocarburant**, objet du lot 2, correspond au gazole tel que défini par la CSR 4-0-10 (gazole F-54), exception faite des particularités suivantes :

- il ne contient pas de biocarburant ;
- la tolérance maximale en EMAG (Esters Méthylique d'Acides Gras) est de 1% suivant la norme NF EN 14078 ;
- il présente un point de trouble inférieur à -5 °C suivant la norme NF EN ISO 3015 ;
- il présente une TLF (température limite de filtrabilité) inférieure à -15 °C suivant la norme NF EN 116.

Les valeurs des caractéristiques précisées ci-dessus correspondant aux valeurs saisonnières hivernales de commercialisation du produit, il s'ensuit que le produit ne sera commandé qu'au cours de sa période annuelle de commercialisation par le titulaire.

2.4.1.2 Supercarburants sans plomb

Les supercarburants à fournir sont des supercarburants sans plomb identifiés sous l'appellation :

- « Supercarburant sans plomb (numéro d'identification du danger 33) » ;

et répondant à la désignation officielle de transport de l'ONU répertoriée :

- UN 1203 ESSENCE, GE II, (D/E), DANGEREUX POUR L'ENVIRONNEMENT.

Les produits à approvisionner sont les suivants :

- **supercarburant sans plomb 95**, appellation OTAN « **F-67** », dont les caractéristiques techniques répondent à la spécification CSR 1-2-10 communiquée en PJ 2 au présent CCP ;

- **supercarburant sans plomb 98**, appellation OTAN « **XF-68** », dont les caractéristiques techniques répondent à la spécification CSR 1-3-09 communiquée en PJ 3 au présent CCP ;
- **supercarburant sans plomb 95 à usage de navigation**, appellation OTAN « **XF-67** », incluant les colorants imposés par la réglementation douanière, dont les caractéristiques techniques répondent à la spécification CSR 1-2-10 précitée.

2.4.1.3 Prestations diverses

En outre, par dérogation aux stipulations de l'article 23.1 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur (PA) peut prescrire au titulaire des prestations diverses, qu'elles soient supplémentaires ou modificatives, par l'établissement d'un bon de commande et dans la mesure des disponibilités du titulaire. Le montant de l'ensemble des prestations diverses ne doit pas dépasser les montants fixés par les articles [R.2194-2 et suivants](#) du Code de la commande publique et les conditions des articles précités doivent être remplies.

Il pourra s'agir notamment :

- pour les lots 1 et 6 (France hexagonale et Corse), de gazoles paraffiniques de synthèse ou obtenus par hydrotraitement conformes aux exigences techniques décrites dans la norme française F EN 15940 dans sa version de mai 2023 ;
- pour les lots 3, 5 et 6 (France hexagonale et Corse), de supercarburant sans plomb 95 E10 conforme aux exigences techniques décrites dans la CSR 1-4-11 ;
- pour l'ensemble des lots :
 - de carburants conditionnés en emballages conformes à la réglementation relative au transport des matières dangereuses (ADR) ;
 - de livraison des produits en vrac en dehors des horaires et jours ouvrables.

La fourniture de ces prestations diverses est subordonnée à l'acceptation préalable par le SEO du devis établi par le titulaire.

Les besoins quantitatifs en prestations diverses sont précisés lors de chaque commande.

2.4.2 Modes de délivrance des produits

Les carburants sont mis à disposition en vrac, « *bord cuve* » ou « *bord camion* » :

- par les moyens du titulaire, pour être livrés dans les installations du SEO ou de ses clients (cuves des bénéficiaires ou camions citernes du SEO) ;

ou

- enlevés hors des capacités du titulaire par les moyens du SEO ou ceux d'un tiers fournisseur.

Les carburants pourront également être fournis conditionnés, au titre des prestations diverses mentionnées précédemment

2.5 Fiche de données de sécurité

Les carburants à approvisionner doivent satisfaire :

- aux exigences spécifiées en paragraphe 2.4.1 et détaillées en pièces jointes 1 à 3 au présent CCP ;
- et
- aux exigences du règlement REACH n°1907/2006 et ses adaptations. A ce titre, ils font obligatoirement l'objet d'une fiche de données de sécurité (FDS) conforme à ce règlement. Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire fournit à tout représentant du SEO ou de ses clients qui en ferait la demande la fiche de données de sécurité (FDS) du produit livré, à jour, et conforme à la réglementation en vigueur.

Lors de la première exécution des prestations après notification du contrat et tout au long de la durée d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire transmet la FDS du produit livré, à jour, et conforme à la réglementation en vigueur en France, à l'adresse fonctionnelle mentionnée à cet effet en annexe 4 au présent CCP.

Il est entendu que :

- les documents de référence, notamment spécifications et fiches de données de sécurité sont les versions les plus récentes, à jour de leur dernier amendement ;
- toute modification de ces documents en cours d'exécution de l'accord-cadre est appliquée systématiquement et automatiquement.

Sans contrepartie financière, le titulaire autorise le SEO à utiliser ce document pour établir sous son timbre la fiche de données de sécurité du produit. Le titulaire autorise également la diffusion de cette dernière par tout moyen à la convenance du SEO, y compris par son insertion dans la bibliothèque des fiches de données de sécurité du service distribuée sur support informatique.

2.6 Lieux de livraison

Les différents carburants sont délivrés :

- en France hexagonale pour les lots 1 à 5, sur l'ensemble du territoire ;
- exclusivement en Corse pour le lot 6, dédié géographiquement à l'approvisionnement de cette région insulaire ;

sur l'ensemble des sites fixés par le PA, listés en annexe 2 au présent CCP.

Cette liste recense, de manière non exhaustive, les sites de livraison, actuellement connus au moment de l'expression du besoin, étant entendu que les adresses précises de livraison seront transmises aux futurs titulaires lors de l'envoi de la lettre d'attribution des prestations.

Certains départements ne recensent pas de clients à l'heure actuelle. Aussi, il est précisé que la liste des clients peut être modifiée ou complétée par suppression ou ajout d'un nouveau client situé dans les régions figurant en annexes financières, par le PA ou par toute personne désignée par ses soins à cet effet, par simple courrier notifié au titulaire selon les dispositions prévues à l'article 2.13.1 du présent CCP.

Le titulaire disposera alors de quinze jours calendaires à compter de la date de notification du courrier pour reconnaître les spécificités pratiques de livraison, et faire connaître à l'émetteur de la demande les éventuelles difficultés qui s'opposeraient à la réalisation de la prestation auprès du nouveau client demandeur, avec copie au CLEO et CSTA.

2.7 Durée du marché

2.7.1 Cadre général

Chaque lot de l'accord-cadre est conclu pour une durée de **douze mois** qui court, à l'exception du lot 2 dédié à l'approvisionnement en gazole B0 dit biofree, à compter de sa date notification.

Le lot 2 est conclu pour une durée de douze mois à compter du 21 mars 2026, l'actuel contrat d'approvisionnement en B0 s'exécutant jusqu'au 20 mars 2026.

Ces durées s'entendent hors reconductions éventuelles.

2.7.2 Reconduction de l'accord-cadre

Il peut être renouvelé trois fois pour une durée d'un an par reconduction tacite à compter de sa date anniversaire, sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder quatre ans.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur (PA) ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, il en informe le titulaire dans un délai minimum d'un mois avant la date de reconduction effective suivant les modalités décrites dans l'article 2.13.1 du présent CCP. Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

En application des dispositions de l'article [R.2112-4](#) du Code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

2.7.3 **Clauses de réexamen**

En application des articles [R.2194-1](#) et [R.2194-6](#) du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- continuité de service :

Compte tenu de l'objet de l'accord-cadre qui ne peut souffrir d'aucune interruption, cette clause de « continuité de service » peut s'appliquer, si au terme de l'accord-cadre, aucun prestataire n'est désigné pour assurer la suite des prestations, ou que la mise en service de ces prestations par un nouveau prestataire n'est pas encore effective. Le PA peut alors, avant la date anniversaire du lot concerné de l'accord-cadre, imposer sa poursuite pour une durée de trois mois renouvelable une fois par reconduction expresse. La durée totale de la reconduction ne pourra excéder six mois. Le titulaire est alors tenu de poursuivre l'exécution des prestations dans les mêmes conditions, et ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité à ce titre. Cette modification pourra augmenter ou diminuer le prix de l'accord-cadre initial, dans la limite des seuils fixés par la réglementation et les clauses de l'accord-cadre.

- changement de titulaire :

Dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise du titulaire (fusion, acquisition, absorption, réorganisation interne ...) et de la cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire, l'accord-cadre pourra être modifié à condition que cette modification ne soit pas substantielle et que le nouvel opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux de l'appel d'offres.

- modification portant sur la quantité maximale de l'accord-cadre :

Une telle modification pourra notamment être effectuée en cas de commandes supplémentaires rendues nécessaires par la survenance d'un événement imprévisible. Est considéré comme événement imprévisible au sens de la présente clause, toute circonstance entraînant une consommation accrue des prestations objets du marché, tels que le déclenchement d'opérations de défense et de sécurité nécessitant l'utilisation des prestations objet du marché et ne pouvant être déterminées au moment de la passation dudit marché. La quantité maximale telle que modifiée en application de la présente clause ne pourra excéder trois fois la quantité estimée de l'accord-cadre. Cette limite s'apprécie, par lots, sur la durée totale dudit accord-cadre.

Ces modifications sont matérialisées par un avenant, adressé au titulaire et notifié sous les formes prévues à l'article 2.13.1 du présent CCP régissant l'accord-cadre.

2.8 **Documents contractuels**

L'accord-cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP), ses annexes et pièces jointes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) arrêté du 30 mars 2021 (JORF n° 0078 du 1er avril 2021)¹.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

¹Texte non joint au présent accord-cadre dont le titulaire déclare avoir pris connaissance et applicable sauf dispositions contraires du présent contrat. Il est téléchargeable sur le site de Légifrance à partir de [ce lien](#).

2.9 Modalités d'exécution des prestations

2.9.1 Représentation des parties

2.9.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Un interlocuteur, chargé du suivi de l'exécution des prestations, est désigné par le PA lors de la notification de l'accord-cadre. Ses coordonnées figurent en annexe 4 au présent CCP. Le PA notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

2.9.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du PA, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire en annexe 3 au présent CCP, intitulée « Points de contact de l'entreprise ». Le titulaire s'engage à informer le PA, sans délai, de toute modification d'interlocuteur désigné.

2.9.2 Conditions d'exécution

Les termes définis par les **INCOTERMS**₂₀₂₂ en vigueur au jour de la commande sont :

- **DDP** (Rendu droits acquittés) pour les livraisons effectuées par les moyens du titulaire ;
- **EXW** (Ex-dépôt) pour les enlèvements « départ sites du titulaire » effectués par les moyens du SEO ou d'un tiers fournisseur.

2.9.2.1 Passation des commandes

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG/FCS, les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par les **donneurs d'ordres** désignés ou tout représentant du SEO dûment désigné à cet effet par le PA.

La liste des personnes habilitées à signer les bons de commande et ses éventuelles mises à jour ultérieures sont transmises au titulaire à compter de la notification de l'accord-cadre.

Les commandes sont matérialisées au moyen de bons de commande numérotés, adressés au titulaire de l'accord-cadre selon les dispositions prévues à l'article 2.13.1 du présent CCP.

L'envoi du bon de commande rend exécutoire la commande correspondante.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG/FCS, la date d'envoi du bon de commande vaut date de notification.

2.9.2.1.1 Commandes des prestations objets de l'accord-cadre

Le bon de commande comporte les indications suivantes :

- Mentions générales :
 - le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
 - les références de l'accord-cadre (N° d'engagement juridique, N° de lot le cas échéant, N° dans le système SCALP) ;
 - les coordonnées du titulaire (désignation, adresse, coordonnées de contact) ;
 - les coordonnées du donneur d'ordre (désignation, adresse, coordonnées de contact) ;
- Mentions spécifiques liées à l'objet de la commande :
 - la désignation du produit ou de la prestation commandés selon nomenclatures référencée au CCP (libellé, code OTAN, code danger) ;
 - le volume de produit commandé exprimé en litres (ou en nombre d'unités conditionnées, le cas échéant) à température ambiante ;
 - le mode de mise à disposition du produit (livraison DDP, enlèvement EXW) ;

- le régime douanier du produit ;
- le lieu de livraison, d'enlèvement ou de mise à disposition du produit ;
- les coordonnées du client (désignation, adresse, code client SEO, coordonnées de contact et périodes d'ouverture) ;
- les contraintes logistiques et moyens nécessaires à la livraison, l'enlèvement ou la mise à disposition du produit ;
- le cas échéant, les caractéristiques particulières du matériel de raccordement, notamment la longueur des flexibles ainsi que le type et le diamètre des raccords ;
- le cas échéant, les règles particulières d'accès au site, notamment en ce qui concerne les informations devant être fournies par les conducteurs ;
- la date de livraison ou mise à disposition du produit et, en cas d'exécution de la prestation sous régime express, la plage horaire de 3 heures définie ;
- le régime de livraison retenu (régime standard ou express).

2.9.2.1.2 Commandes de prestations diverses

Les commandes de prestations diverses sont subordonnées à l'acceptation préalable par le PA du devis établi par le titulaire pour la prestation sollicitée. L'exécution de la prestation demandée par commande ne donne pas lieu à l'établissement d'un avenant ni d'un ordre de service.

Ce devis est communiqué au donneur d'ordre précité, pour avis, acceptation ou refus. Une commande est alors émise conformément au devis validé avec mention des indications listées supra.

Les modalités d'exécution de ces prestations sont précisées lors de la commande.

Les bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur sur la base dudit devis fixent définitivement, par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du CCAG/FCS, les nouveaux prix définitifs retenus pour le règlement desdites prestations ainsi que leurs modalités d'exécution. Ils comportent impérativement, en sus des mentions énumérées à l'article 2.9.2.1.1 la mention « prestation diverse » et l'« indication du numéro du lot » sur lequel s'impute la commande..

2.9.2.2 Statut douanier « acquitté repreneur »

Pour les carburants livrés sous statut « acquitté repreneur » (AR), il incombe au titulaire d'effectuer les mises à la consommation, pour le compte du SEO.

Le SEO établit alors les tierces procurations nécessaires à ces opérations.

En outre, le SEO se charge de la récupération des états douaniers dématérialisés pour les mises à la consommation relatives à ces produits.

2.9.2.3 Délais d'exécution

Le titulaire s'engage à exécuter les bons de commande à la date contractuelle portée sur le bon de commande fixée par le donneur d'ordre, en respectant les préavis minimaux de notification définis ci-dessous.

En cas d'accord préalable entre le titulaire et le SEO, la date contractuelle d'exécution de la prestation peut être avancée par rapport à la date mentionnée sur le bon de commande.

2.9.2.3.1 Mise à disposition (livraison - enlèvement) en régime standard

Les carburants sont commandés avec un préavis minimal de **cinq jours ouvrés** par rapport à la date de livraison indiquée sur le bon de commande. Ce préavis court à compter de la date d'envoi du bon de commande définie comme étant la date de notification de la commande.

Pour rappel, en exécution des dispositions de l'article 3.2.1 du CCAG/FCS, tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Par ailleurs, il est précisé que les congés annuels du titulaire ne sont pas pris en compte pour l'exécution des prestations.

Si ce préavis du donneur d'ordres n'est pas respecté, le titulaire dispose, par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG FCS, d'un jour ouvré pour faire connaître au donneur d'ordres son refus d'exécuter le bon de commande par tout moyen écrit permettant d'attester de ce refus.

À défaut de refus, la date de livraison figurant sur le bon de commande est validée.

Le titulaire est alors réputé avoir renoncé au délai de préavis et s'engage à livrer à la date figurant sur le bon de commande.

2.9.2.3.2 Mise à disposition (livraison - enlèvement) en régime express

Il peut également être demandé au titulaire, moyennant un surcoût détaillé dans les clauses financières du présent CCP en article 2.10.1.3, de fournir le produit sous préavis minimal ramené à **deux jours ouvrés**. À charge pour le donneur d'ordres d'envoyer le bon de commande correspondant au titulaire en respectant ce préavis réduit.

Pour l'exécution des prestations en régime express, le titulaire s'engage à respecter la date **et** la plage horaire de livraison définies sur le bon de commande. Au titre du présent contrat, la durée maximale de la plage horaire de livraison est fixée à 3 heures.

2.9.2.3.3 Prestations diverses

Les commandes en prestations diverses doivent être exécutées dans le délai ou à la date contractuelle définis sur le bon de commande émis par le donneur d'ordres après acceptation du devis (prix et conditions de délai) soumis au SEO par le titulaire.

2.9.2.4 Prolongation de délai d'exécution ou sursis de livraison

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter la date contractuelle d'exécution de l'accord-cadre, il doit aussitôt formuler une demande expresse :

- de prolongation de délai, lorsque l'impossibilité constatée est imputable au pouvoir adjudicateur ou relève d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- de sursis de livraison, lorsqu'une cause qui n'est pas de son fait, autre que celles décrites ci-dessus, fait obstacle à l'exécution de l'accord-cadre à la date contractuelle prévue.

Cette demande écrite précisant :

- les circonstances du retard prévu ;
- la date de survenance du fait générateur ;
- et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS ou à l'article 21.5 du CCAG/FCS (relatif au sursis) ;

est formulée selon les dispositions prévues à l'article 2.13.1 du présent CCP ou par tout moyen permettant d'en attester la réception, au plus tard, avant l'expiration de la date contractuelle d'exécution.

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.3.2 du CCAG/FCS, le titulaire adresse cette demande au donneur d'ordres dont les coordonnées figurent sur le bon de commande et non à l'acheteur.

Par dérogation aux dispositions de l'article précité, la décision formulée par le donneur d'ordres est notifiée au titulaire dans les formes identiques, avec copie de la décision au bénéficiaire de la prestation.

2.9.2.5 Annulation du bon de commande

Le donneur d'ordres peut annuler à tout moment une prestation commandée sans motiver sa décision, entre la date de notification du bon de commande et jusqu'à la veille (00h00) du jour prévu pour la prestation. L'indemnité versée par le MINARM au titulaire correspond à 20 % de la composante de transport du prix de facturation.

L'annulation intervenant au jour de la date prévue pour l'exécution de la prestation entraîne le versement d'une indemnité au titulaire par le SEO, équivalente aux frais engagés, sous réserve de justifier de leurs montant par la production de justificatifs probants acceptés par le PA.

2.9.2.6 Pénalités pour retard ou défaut d'exécution des prestations

Tout retard dans l'exécution des prestations, imputable au titulaire et non admis au bénéfice des dispositions de l'article 2.9.2.4 supra entraîne l'application de pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Elles ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire. Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

La détermination du retard peut être constatée, lors de l'enlèvement du produit (EXW) par les moyens du SEO ou d'un de ses tiers fournisseurs ou lors de la livraison du produit par les moyens du titulaire :

- au remplissage « *bord cuve* » ou « *bord camion* » des capacités du SEO ou de son client, La mention écrite, portée sur le justificatif de livraison par le représentant du bénéficiaire de la prestation responsable des cuves ou du camion-citerne, fait foi ;
- à la livraison des « prestations diverses ».

2.9.2.6.1 Montant des pénalités

- Livraisons en régime standard

Tout retard d'exécution des commandes imputable au titulaire et non admis au bénéfice des dispositions du paragraphe 2.9.2.4 donne lieu à l'application de pénalités calculées, par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, par application de la formule :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

dans laquelle :

- P = montant des pénalités,
 - V = valeur de la prestation en retard (volume de produit fourni en retard, en m³ ou unités de conditionnement le cas échéant, multipliée par le prix unitaire en vigueur à la date de livraison effective),
 - R = nombre de jours calendaires de retard.
- Livraisons en régime express

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, tout retard de livraison non admis au bénéfice des dispositions du paragraphe 2.9.2.4, donne lieu à l'application de pénalités calculées selon les dispositions suivantes :

- lorsque la date effective de livraison est postérieure à la date contractuelle fixée sur le bon de commande mais antérieure ou égale à la date contractuelle respectant le préavis minimal de notification d'une commande en régime standard, la prestation commandée sous régime express est facturée au prix de la prestation livrée sous régime standard ;
- lorsque la date effective d'exécution de la prestation est postérieure à la date contractuelle respectant le préavis minimal de notification d'une commande en régime standard, il est fait application de la formule précédemment retenue, soit :
- $P = \frac{V \times R}{100}$

dans laquelle :

- P = montant des pénalités,
- V = valeur de la prestation en retard, facturée au prix de la prestation livrée sous régime standard (volume de produit fourni en retard, en m³ ou unité de conditionnement le cas échéant, multipliée par le prix unitaire en vigueur à la date de livraison effective),

- R = nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date maximale de livraison au régime standard.

2.9.2.6.2 Modalités de mise en œuvre

En cas d'application de pénalités de retard, le pouvoir adjudicateur transmet le décompte des pénalités au titulaire qui est admis, à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Le titulaire est informé de la décision prise par le pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions décrites dans l'article 2.13.1 du présent CCP.

Le montant des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du bon de commande.

En application des dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG de référence, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total, calculé sur la durée totale de l'accord-cadre, ne dépasse pas 1 000 €.

2.9.3 Modalités de livraison

2.9.3.1 Moyens de livraison

Le titulaire mettra en œuvre au point de fourniture du produit les moyens de livraison appropriés et suffisants pour satisfaire, dans les meilleures conditions de sécurité, de qualité et de délais les commandes du SEO.

Le titulaire prend à sa charge les frais résultant de tout dommage occasionné jusqu'à sa livraison au bénéficiaire de la prestation (SEO ou client du SEO).

Les livraisons s'effectuent par petit ou gros porteur en fonction des spécificités particulières identifiées au point de livraison.

2.9.3.2 Chargement - déchargement - protocole de sécurité

2.9.3.2.1 Livraisons par les moyens du titulaire

Le chargement dans les capacités de transport et l'arrimage sur camions, le cas échéant, sont effectués par le titulaire sous sa responsabilité et à ses frais.

Après chargement du produit, des scellés sont apposés sur les camions citernes du titulaire.

Le déchargement des camions est également assuré par le titulaire sous sa responsabilité et à ses frais. Les conditions de sécurité à appliquer pendant les déchargements sont définies dans le protocole de sécurité établi conformément aux prescriptions du Code du Travail dans sa version applicable au jour du déchargement. Dès notification du marché, ce protocole est rédigé et visé contradictoirement par le titulaire et les exploitants des installations du SEO ou de ses clients. Pour chaque livraison, le chauffeur de chaque camion doit être en possession d'un exemplaire du protocole dûment visé.

2.9.3.2.2 Enlèvement par les moyens du SEO ou d'un de ses tiers fournisseurs

Pour les prestations d'approvisionnement du produit par enlèvement EXW par les moyens du SEO ou par ceux d'un tiers, fournisseur de prestations de transport au profit du SEO, il est précisé que, par dérogation à l'article 20.3 du CCAG/FCS, le transport et le déchargement s'effectuent aux frais et sous la responsabilité du SEO.

2.9.3.3 Mesures de sécurité en matière d'accès aux sites

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité, qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Dans les enceintes militaires, ou celles relevant du domaine privé de l'état, les mesures de sécurité élémentaires doivent être respectées :

- transmission de la liste des personnels susceptible d'accès aux différent sites selon les règles particulières propres à chaque site. En fonction du résultat du contrôle de sécurité, le représentant du titulaire pourra se voir refuser l'accès au site ;
- présentation d'une pièce d'identité valide (carte d'identité ou passeport) ;
- port d'un badge de manière apparente ;
- renseignement d'une fiche de visite ;
- respect des modalités de contrôle d'accès et d'identification ;
- interdiction d'utiliser un moyen permettant la captation de son et/ou d'image ;
- veiller aux règles de discrétion professionnelle ;
- ne pas se déplacer isolément dans des zones interdites à la circulation du public ;
- un préavis de visite allant parfois jusqu'à cinq jours peut être nécessaire.

Le cas échéant, les informations relatives aux personnels devant pénétrer un site militaire devront systématiquement être transmises en amont faute de quoi l'administration ne saurait être tenue responsable de l'interdiction qui serait faite à un personnel du titulaire d'entrer.

2.9.3.4 Pièces justificatives de livraison

Toute livraison donne obligatoirement lieu à l'émission par le titulaire d'une pièce justificative de livraison (bon de livraison, bon d'enlèvement ou autre), établie en deux exemplaires.

Ce document mentionne, a minima :

- les coordonnées du client, (code client, désignation, adresse postale) ;
- la nature du produit ;
- le volume livré, exprimé en litres et m³, mesuré à 15°C et à température ambiante ;
- la date effective de livraison.

Après déchargement, le représentant du SEO ou du client du SEO et le représentant du titulaire émargent et datent les deux exemplaires de la pièce justificative de livraison dont :

- un exemplaire est conservé par le client du SEO ;
- un exemplaire est envoyé, par le titulaire, au donneur d'ordres indiqué sur le bon de commande.

2.9.4 Obligations du titulaire

2.9.4.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

2.9.4.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Ce devoir d'information s'étend également à la réglementation spécifique au présent accord-cadre. Pour ce faire, il doit informer et faire bénéficier l'administration de toute nouveauté ou évolution des normes ou de la réglementation, relatives aux fournitures et prestations visées par le présent CCP en précisant les références des textes et leur origine.

Il adressera une copie par courrier à l'administration (CLEO/CSTA).

2.9.4.3 Obligations de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les

informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

2.9.4.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux exigences du présent document et de ses pièces-jointes. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les moyens et les méthodes employés par le titulaire pour la réalisation des prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes qui régissent les activités professionnelles qui concourent à l'exécution du marché. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

2.9.4.5 Réglementation relative au traitement de données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, le règlement européen sur la protection des données), ainsi que la loi modifiée n°78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire du marché (appelé « sous-traitant », au sens du règlement européen sur la protection des données) s'engage à :

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- traiter les données uniquement dans le cadre de la passation et de l'exécution du présent marché.

Le présent accord-cadre ne comporte pas de traitement de données à caractère personnel caractérisé autres que les données recueillies et détenues figurant dans les annexes au présent CCP intitulées « Points de contact du titulaire » et « Points de contact du pouvoir adjudicateur » (annexes 3 et 4).

Le SEO est doté d'un référent RGPD qui est consultable en cas de besoin via le contact administratif mentionné dans l'annexe précisant les points de contact du pouvoir adjudicateur.

2.9.5 Constatation de l'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à effectuer les livraisons selon les règles de l'art de la profession pétrolière. Seul le produit reconnu en bon état à l'arrivée est accepté.

Conformément aux dispositions de l'article 20.3 du CCAG/FCS, le titulaire prend à sa charge les éventuelles détériorations survenues en cours de transport hors prestation réalisées en EWX.

Conformément aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG/FCS, le bénéficiaire de la prestation (SEO ou client du SEO) effectue, au moment même de la livraison des produits, les opérations de vérification **quantitative** et **qualitative** simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Elles consistent à vérifier la conformité des prestations exécutées par rapport aux stipulations du bon de commande et du présent CCP.

2.9.5.1 *Vérification quantitative*

2.9.5.1.1 **Carburants livrés en vrac**

Les opérations de vérification quantitative portent sur le respect des volumes de produit livrés par rapport aux volumes mentionnés sur le bon de commande afférent au produit.

La vérification quantitative s'effectue, suivant les possibilités, par :

- contrôle du ticket de comptage et vérification des scellés ;
- volucompteur du véhicule du titulaire ;
- jaugeage de la cuve de réception ;

au regard des indications portées sur la pièce justificative de livraison.

Les moyens de mesures utilisés sont ceux du titulaire. À défaut, les moyens du client sont alors utilisés.

Si, au cours d'un contrôle, il apparaît que la quantité reconnue à l'arrivée est différente de celle indiquée sur la pièce justificative de livraison, la quantité facturée est égale à la quantité effectivement livrée et reconnue contradictoirement par le SEO ou son client et le représentant du titulaire. Pour réceptionner la livraison, l'acheteur acceptera que le volume livré diffère de +/- 10 % par rapport au volume commandé pour le produit livré par camion-citerne.

Le volume facturé correspondra au volume physiquement livré.

2.9.5.1.2 **Enlèvement EXW des carburants par les moyens du SEO ou d'un tiers fournisseur**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative s'effectuent selon les modalités identiques à celles prévues pour la livraison du produit par les moyens du titulaire.

Le transfert de responsabilité est matérialisé par le passage du produit enlevé à la bride des citernes ou réservoirs des moyens du SEO ou des transporteurs auxquels le SEO aura confié cette activité.

À ce titre, l'Administration sera seule responsable vis-à-vis des tiers et de son propre personnel de tous les dommages causés aux produits ou par les produits lors du transport après enlèvement.

2.9.5.2 *Vérification qualitative*

La qualité des produits délivrés doit être conforme aux spécifications mentionnées à l'article 2.4.1 du présent CCP, à jour de leurs dernières révisions au jour de la notification de la commande.

La vérification de cette conformité reste sous l'entière responsabilité du titulaire. Ce dernier est donc responsable du contrôle de qualité et de toutes les conséquences que peut entraîner l'emploi d'un produit qu'il aura délivré et qui serait non conforme.

Il est néanmoins établi que le titulaire ne sera pas tenu responsable de telles conséquences dans les deux cas suivants :

- lorsque la qualité du produit se trouve dégradée par toute opération d'exploitation qui ne serait pas conforme aux règles d'exploitation en vigueur dans la profession du fait du SEO ou de celui de son client ;
- lorsque le titulaire aura alerté le SEO préalablement à la mise bord de tout véhicule, engin ou embarcation, de la non-conformité d'un produit.

Le SEO se réserve également le droit de prélever ou de faire prélever des échantillons témoins au transfert de propriété, avant dépotage d'une livraison dans ses capacités ou de celles de son client.

Ces échantillons, au nombre de deux, sont identifiés (nature, lieu, date, etc.), scellés, et leurs numéros reportés sur le document de livraison.

Ils sont conservés par le représentant du SEO. Ils sont susceptibles d'être analysés postérieurement à l'admission et font foi en cas de litige entre le SEO et le titulaire.

La fourniture et les frais d'expédition des échantillons vers le Centre d'Expertise Technique du SEO (CETSEO) sont à la charge du SEO.

2.9.5.3 Décisions après vérifications

2.9.5.3.1 Admission des prestations conformes

En application des dispositions de l'article 28.1 du CCAG/FCS, il est établi qu'à l'issue des opérations de vérifications quantitative et qualitative des prestations, lesquelles ne requièrent qu'un examen sommaire et peu de temps, le produit est réputé admis en l'absence de réserve écrite formulée par le bénéficiaire de la prestation.

Cette admission tacite, acquise sous réserve des vices cachés, prend effet à la date effective de livraison du produit par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS.

L'admission des produits entraîne le transfert de propriété.

Il est précisé que le transfert de propriété des carburants enlevés EXW, par les camions citernes du SEO ou d'un de ses tiers fournisseurs, intervient lors du chargement.

Il est rappelé qu'en application des dispositions des articles 33.1 et 33.2 du CCAG/FCS :

- les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie correspond à la date d'admission du produit ;
- au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue non conforme, exception faite du cas où la non-conformité serait imputable au pouvoir adjudicateur ;
- cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.
- lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

2.9.5.3.2 Ajournement d'admission en cas d'émission de réserves

Si les opérations de vérifications débouchent sur l'émission de réserve, le déchargement et le transfert de propriété n'ont pas lieu.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG/FCS, cette émission de réserve reportée par écrit sur la pièce justificative de livraison par le bénéficiaire de la prestation vaut décision d'ajournement et contraint le titulaire à présenter à nouveau la prestation conforme dans le délai maximal de cinq jours ouvrés.

2.9.5.3.3 Prestations non conformes

En cas de non-conformité du produit révélée postérieurement à sa livraison dans les capacités du bénéficiaire de la prestation, il sera fait usage de la mise œuvre de la garantie des vices cachés.

Conformément à l'ordonnance du 17 février 2015, ainsi qu'aux articles 1641 à 1648 du code civil, en cas de vices rendant le produit impropre à la consommation, le donneur d'ordres, notifie au titulaire, dans les formes prévues à l'article 2.13.1 du présent CCP, la mise en jeu de cette garantie des vices cachés.

À ce titre, le pouvoir adjudicateur pourra restituer le produit au titulaire et en demander le remboursement du prix payé, ou garder le produit et demander une réduction du prix.

Par ailleurs, des dommages et intérêts pourront être demandés au titulaire.

Le titulaire dispose alors d'un délai de dix jours, courant à compter de la date de notification de la demande de mise en œuvre de la garantie, pour prendre contact par écrit avec le donneur d'ordres ou toute autre autorité du SEO expressément désignée pour régler le litige.

Cette autorité transmet ses réponses au titulaire par le moyen de communication par lequel elle a été saisie en se fondant sur les résultats d'analyse du produit obtenus par le CETSEO.

Le cas échéant, un expert pourra être désigné par le tribunal compétent afin de faire cesser le litige.

Il est stipulé qu'en cas de défaut de livraison d'un produit conforme dans les délais contractuels, le SEO peut, en cas de besoin urgent, approvisionner ou faire livrer lui-même son client depuis la ressource de son choix, le supplément de dépense étant supporté par le titulaire, sur justificatif du SEO.

2.10 Régime financier

2.10.1 Forme et contenu des prix

L'Euro est la monnaie de compte de l'accord-cadre.

Les conditions financières définies dans le présent article sont arrêtées d'une manière globale pour l'ensemble des prestations, que celles-ci soient exécutées à partir des installations propres du titulaire ou des installations ne lui appartenant pas mais dont le titulaire s'est assuré la disponibilité en vertu d'accords avec d'autres sociétés avec lesquelles il doit traiter.

Les prix des produits fournis et des prestations réalisées par le titulaire font l'objet des annexes financières à l'acte d'engagement :

- annexe 1.NWE pour les prix du gazole et du gazole biofree pour les lots 1 et 2, cotation NWE ;
- annexe 1.MED pour les prix du gazole et du gazole biofree pour les lots 1, 2 et 6, cotation MED ;
- annexes 1.1 et 1.2, dédiées aux prestations du lot 1 ;
- annexes 2.1 et 2.2, dédiées aux prestations du lot 2 ;
- annexe 3.NWE pour les prix des supercarburants sans plomb pour les lots 3, 4 et 5, cotation NWE ;
- annexe 3.MED pour les prix des supercarburants sans plomb pour les lots 3, 4, 5 et 6, cotation MED ;
- annexes 3.1 et 3.2, dédiées aux prestations du lot 3 ;
- annexes 4.1 et 4.2, dédiées aux prestations du lot 4 ;
- annexes 5.1 et 5.2, dédiées aux prestations du lot 5 ;
- annexes 6.1 et 6.2, dédiées aux prestations du lot 6.

Ils sont unitaires, exprimés en €/m³ et composés des éléments suivants :

- prix initiaux des produits délivrés par le titulaire, $P_{i\text{Gaz_NWE}}$, $P_{i\text{Gaz_MED}}$, $P_{i\text{SP_NWE}}$ et $P_{i\text{SP_MED}}$, en fonction de la zone d'approvisionnement supposée des opérateurs économiques pour le lot et la région concernés ;
- prix d'achats des produits par le SEO, $P_{\text{Ach}(n)}$, $P_{\text{Ach 6 Gaz}}$, $P_{\text{Ach 6 SP}}$ et $P_{\text{Ach 6 Nav}}$, en fonction de la nature de produit approvisionné et du lot concerné ;
- composantes logistiques, $L_{(n)\text{EXW}}$ ou $L_{(n)\text{DDP}}$, $L_{6\text{ Gaz_EXW}}$, $L_{6\text{ Gaz_DDP}}$, $L_{6\text{ SP_EXW}}$, $L_{6\text{ SP_DDP}}$, $L_{6\text{ Nav_EXW}}$ et $L_{6\text{ Nav_DDP}}$, en fonction du mode de mise à disposition et de la nature du produit concerné ;
- prix de facturation, $P_{F(n)\text{EXW}}$ ou $P_{F(n)\text{DDP}}$, $P_{F6\text{ Gaz_EXW}}$, $P_{F6\text{ Gaz_DDP}}$, $P_{F6\text{ SP_EXW}}$, $P_{F6\text{ SP_DDP}}$, $P_{F6\text{ Nav_EXW}}$ et $P_{F6\text{ Nav_DDP}}$ en fonction du mode de mise à disposition du produit et de la nature du produit concerné.

Dans les libellés précités, l'indice (n) correspond au numéro du lot de l'accord-cadre.

NOTA : il est établi que :

- les calculs intermédiaires permettant d'établir le prix unitaire final de facturation sont effectués avec autant de décimales que les valeurs décimales réglementairement publiées ;
- en raison des limites techniques inhérentes aux logiciels de facturation, Chorus Pro, et d'exploitation, SCALP, le prix unitaire final de facturation figurant dans les annexes à l'acte d'engagement de

l'accord-cadre est arrêté à la deuxième décimale, arrondie en fonction de la valeur de la troisième, c'est-à-dire que la deuxième décimale :

- passe à l'unité supérieure si la troisième est égale ou supérieure à 5 (arrondi par excès),
- est inchangée si elle est comprise entre 0 et 4 (arrondi par défaut).

2.10.1.1 Gazoles (F-54 et gazole exempt de biocarburants dit biofree)

2.10.1.1.1 Prix initiaux des gazoles : $P_{i \text{ Gaz_NWE}}$, $P_{i \text{ Gaz_MED}}$

Les prix initiaux des gazoles, exprimés en €/m³ et repérés $P_{i \text{ Gaz_NWE}}$ et $P_{i \text{ Gaz_MED}}$ dans les annexes financières à l'acte d'engagement, sont obtenus par application des formules suivantes :

$$- P_{i \text{ Gaz_NWE}} = (\text{COT}_{\text{Gaz_NWE}} \times M) / D$$

ou

$$- P_{i \text{ Gaz_MED}} = (\text{COT}_{\text{Gaz_MED}} \times M) / D$$

dans lesquelles :

- $\text{COT}_{\text{Gaz_NWE}}$ (en \$/mt) = moyenne des cotations hautes : « CIF NWE BAS LEHAV CARGMAVG_ULSD 10ppms, codée AAWZC03 », publiée par le PLATT'S-EUROPEAN MARKETSCAN pour le mois précédant celui de publication de l'avis d'appel public à la concurrence puis, pendant l'exécution de l'accord-cadre, pour le mois de livraison ;
 - $\text{COT}_{\text{Gaz_MED}}$ (en \$/mt) = moyenne des cotations hautes : « CIF MED CARGO MAVG_ULSD 10ppms, codée AAWYZ03 » publiée par le PLATT'S-EUROPEAN MARKETSCAN pour le mois précédant celui de publication de l'avis d'appel public à la concurrence puis, pendant l'exécution de l'accord-cadre, pour le mois de livraison ;
- telles que définies en annexes de financières, en fonction de la source d'approvisionnement supposée des opérateurs économiques pour les différents lots ;
- M (en t/m³) = coefficient de conversion, égal à la valeur de la masse volumique conventionnelle du produit, fixée par la chambre syndicale du raffinage en France ;
 - D (en \$/€) = moyenne à quatre décimales des cours indicatifs de la parité Euro-Dollar (1 € = x \$) publiés par la Banque Centrale Européenne (BCE) pour le mois précédant celui de publication de l'avis d'appel public à la concurrence puis, pendant l'exécution de l'accord-cadre, pour le mois de livraison.

Ces prix, $P_{i \text{ Gaz_NWE}}$ et $P_{i \text{ Gaz_MED}}$, s'entendent hors droits de douane, taxes et TVA.

2.10.1.1.2 Prix d'achat des gazoles : $P_{\text{Ach (n)}}$, et $P_{\text{Ach 6 Gaz}}$

Les prix d'achat des gazoles par le SEO, exprimés en €/m³ et repérés $P_{\text{Ach (n) Gaz}}$ et $P_{\text{Ach 6 Gaz}}$ dans les annexes financières à l'acte d'engagement, correspondent au prix de vente du produit par le titulaire, livré ou fabriqué au point de ressource moyen de ce dernier.

Ils sont fixés en application des formules précisées ci-dessous.

- Gazole F-54 et gazole B0 exempt de biocarburants dit biofree (lots 1 et 2) :

$$\bullet P_{\text{Ach (n)}} = P_{i \text{ Gaz_NWE}} + C_{(n)} + T_{(n)}$$

ou

$$\bullet P_{\text{Ach (n)}} = P_{i \text{ Gaz_MED}} + C_{(n)} + T_{(n)}$$

- Lot 6 (dédié à la Corse) :

$$P_{\text{Ach 6 Gaz}} = P_{i \text{ Gaz_MED}} + C_{6 \text{ Gaz}} + T_{6 \text{ Gaz}}$$

dans lesquelles :

- $_{(n)} = 1$ ou 2 , en fonction du numéro du lot concerné ;
- $P_{i \text{ Gaz_NWE}}$ ou $P_{i \text{ Gaz_MED}}$ (en €/m³) = prix initial du produit en €/m³ ;
- $C_{(n)}$ (en €/m³) = différentiel sur cotation pour le lot (n) ;

Il correspond à l'écart entre le prix initial du produit et le coût spécifique de revient pour le titulaire (frais de stockage, charges, marge bénéficiaire...) ;

- $T_{(n)}$ (en €/m³) : cette composante intègre tous les surcoûts liés à la réglementation applicable aux carburants du lot (n) (dont frais d'incorporation des biocarburants et fourniture des certificats d'incorporation, le cas échéant, obligations d'économie d'énergie...).

Ces prix d'achat des gazoles s'entendent hors droits de douane, taxes et TVA.

2.10.1.1.3 Prix de facturation des gazoles : $P_{F(n)_EXW}$, $P_{F(n)_DDP}$, $P_{F6\ Gaz_EXW}$, et $P_{F6\ Gaz_DDP}$

Les prix de facturation des gazoles, exprimés en €/m³ et repérés $P_{F(n)_EXW}$, $P_{F(n)_DDP}$, $P_{F6\ Gaz_EXW}$, et $P_{F6\ Gaz_DDP}$, sont obtenus par l'addition des éléments suivants :

- Gazole F-54 et gazole B0 exempt de biocarburants dit biofree (lots 1 et 2) :

- $P_{F(n)_EXW} = P_{Ach\ (n)} + L_{(n)_EXW}$

OU

- $P_{F(n)_DDP} = P_{Ach\ (n)} + L_{(n)_DDP}$

- Lot 6 (Corse)

- $P_{F6\ Gaz_EXW} = P_{Ach\ 6\ Gaz} + L_{6\ Gaz_EXW}$

OU

- $P_{F6\ Gaz_DDP} = P_{Ach\ 6\ Gaz} + L_{6\ Gaz_DDP}$

Les composantes logistiques des prix, repérées $L_{(n)_EXW}$, $L_{(n)_DDP}$, $L_{6\ Gaz_EXW}$, $L_{6\ Gaz_DDP}$ dans les annexes financières à l'acte d'engagement, correspondent aux frais engagés par le titulaire pour la délivrance des gazoles :

- au niveau des différents sites de mise à disposition pour les enlèvements par moyens du SEO ou d'un tiers fournisseur ;

ou

- au niveau des sites de livraison pour une livraison directe au bénéficiaire de l'approvisionnement.

Elles sont fixées en fonction des conditions économiques particulières à chaque région économique afin de prendre en compte la situation spécifique des lieux de chargement et déchargement du produit.

Les composantes logistiques sont exprimées en €/m³ HT.

Ces prix s'entendent hors droits de douane, taxes et TVA.

2.10.1.1.4 Taxes, droits de douanes, TVA

La TVA est facturée en sus au taux en vigueur à la date du fait générateur qui est précisé dans l'acte d'engagement (débit, encaissement, livraison).

Sont également facturés en sus :

- la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE) ;
- et les droits de douane ;

aux valeurs réglementairement en vigueur à la date de livraison du produit.

2.10.1.2 Supercarburants sans plomb

2.10.1.2.1 Prix initiaux des supercarburants sans plomb : $P_{i\ SP_NWE}$, $P_{i\ SP_MED}$

Les prix initiaux des supercarburants sans plomb, exprimés en €/m³ et repérés $P_{i\ SP_NWE}$ et $P_{i\ SP_MED}$ dans les annexes financières à l'acte d'engagement, sont obtenus par application des formules suivantes :

- $P_{i\ SP_NWE}\ (\text{€/m}^3) = (COT_{SP_NWE} \times M) / D$

ou

- $P_{i\ SP_MED}\ (\text{€/m}^3) = (COT_{SP_MED} \times M) / D$

dans lesquelles :

- **COT_{SP_NWE}** (en \$/mt) = Moyenne des cotations hautes « **CIF NWE CARGO MAVG Gasoline 10ppms, codée AAXFQ03** » publiée par le PLATT'S - EUROPEAN MARKETSCAN pour le mois précédant celui de publication de l'avis d'appel public à la concurrence puis, pendant l'exécution du marché pour le mois de livraison ;
- **COT_{SP_MED}** (en \$/mt) = Moyenne des cotations hautes « **CIF Med Genova/Lavera Premium Unl 10ppm, codée AAWZB00** » publiée par le PLATT'S - EUROPEAN MARKETSCAN pour le mois précédant celui de publication de l'avis d'appel public à la concurrence puis, pendant l'exécution du marché, pour le mois de livraison ;
définies en annexes de prix, en fonction de la source d'approvisionnement supposée des opérateurs économiques pour les différents lots ;
- **M** (en t/m³) = coefficient de conversion, égal à la valeur de la masse volumique conventionnelle du produit, fixée par la chambre syndicale du raffinage en France ;
- **D** (en \$/€) = moyenne à quatre (4) décimales des cours indicatifs de la parité Euro-Dollar (1 € = x \$) publiés par la Banque Centrale Européenne (BCE) pour le mois précédant celui de publication de l'avis d'appel public à la concurrence puis, pendant l'exécution du marché pour le mois de livraison.

Ces prix, **P_{i SP_NWE}** et **P_{i SP_MED}**, s'entendent hors droits de douane, taxes et TVA.

2.10.1.2.2 Prix d'achat des supercarburants sans plomb : **P_{Ach (n)}**, **P_{Ach 6 SP}**, et **P_{Ach 6 Nav}**

Les prix d'achat des supercarburants sans plomb par le SEO, exprimés en €/m³ et repérés **P_{Ach (n) SP}**, **P_{Ach 6 SP}**, et **P_{Ach 6 Nav}** dans les annexes financières à l'acte d'engagement, correspondent au prix de vente du produit par le titulaire, livré ou fabriqué au point de ressource moyen de ce dernier.

Ils sont fixés par application des formules suivantes :

- Supercarburants sans plomb 95 et 95 à usage maritime, d'appellation OTAN respectives F-67 et XF-67, et supercarburant sans plomb 98, d'appellation OTAN XF-68 (lots 3, 5 et 4)
 - **P_{Ach (n)} = P_{i SP_NWE} + C_{(n) SP} + T_{(n) SP}**
OU
 - **P_{Ach (n)} = P_{i SP_MED} + C_{(n) SP} + T_{(n) SP}**
- Lot 6 (Corse)
 - **P_{Ach 6 SP} = P_{i SP_MED} + C_{6 SP} + T_{6 SP}**
 - **P_{Ach 6 Nav} = P_{i SP_MED} + C_{6 Nav} + T_{6 Nav}**

dans lesquelles :

- **(n)** = 3, 4, ou 5 en fonction du numéro du lot concerné ;
- **P_{i SP_NWE}** ou **P_{i SP_MED}** (€/m³) = prix initial du produit en €/m³ ;
- **C_(n)** (en €/m³) = différentiels sur cotation des carburants respectifs SP95, SP98 et SP95 à usage de navigation pour le lot (n) ;
Ils correspondent à l'écart entre le prix initial du produit et le coût spécifique de revient pour le titulaire (frais de stockage, charges, marge bénéficiaire...) ;
- **T_(n)** (en €/m³) = cette composante intègre tous les surcoûts liés à la réglementation applicable aux carburants respectifs SP95, SP98 et SP95 à usage de navigation du lot (n) (dont frais d'incorporation des biocarburants, fourniture des certificats d'incorporation, obligations d'économie d'énergie...).

Ces prix, **P_{Ach (n)}**, **P_{Ach 6 SP}**, et **P_{Ach 6 Nav}** s'entendent hors droits de douane, taxes et TVA.

2.10.1.2.3 Prix de facturation des supercarburants sans plomb : **P_{F(n)_EXW}**, **P_{F(n)_DDP}**, **P_{F6 SP_EXW}**, **P_{F6 SP_DDP}**, **P_{F6 Nav_EXW}** et **P_{F6 Nav_DDP}**

Les prix de facturation des supercarburants sans plomb, sont obtenus par l'addition des éléments suivants :

- Supercarburants sans plomb 95 et 95 à usage maritime, d'appellation OTAN respectives F-67 et XF-67, et supercarburant sans plomb 98 d'appellation OTAN XF-68 (lots 3, 5 et 4)

- $P_{F(n)_EXW} = P_{Ach\ (n)} + L_{(n)_EXW}$

OU

- $P_{F(n)_DDP} = P_{Ach\ (n)} + L_{(n)_DDP}$

- Lot 6 (Corse)

- $P_{F6\ SP_EXW} = P_{Ach\ 6\ SP} + L_{6\ SP_EXW}$

OU

- $P_{F6\ SP_DDP} = P_{Ach\ 6\ SP} + L_{6\ SP_DDP}$

et

- $P_{F\ 6\ Nav_EXW} = P_{Ach\ 6\ Nav} + L_{6\ Nav_EXW}$

OU

- $P_{F\ 6\ Nav_DDP} = P_{Ach\ 6\ Nav} + L_{6\ Nav_DDP}$

Les composantes logistiques des prix, repérées $L_{(n)_EXW}$, $L_{(n)_DDP}$, $L_{6\ SP_EXW}$, $L_{6\ SP_DDP}$, $L_{6\ Nav_EXW}$, $L_{6\ Nav_DDP}$, dans les annexes financières à l'acte d'engagement, correspondent aux frais engagés par le titulaire pour la délivrance des supercarburants sans plomb :

- au niveau des différents sites de mise à disposition pour les enlèvements par moyens du SEO ou d'un tiers fournisseur ;

ou

- au niveau des sites de livraison pour une livraison directe au bénéficiaire de l'approvisionnement.

Elles sont fixées en fonction des conditions économiques particulières à chaque département afin de prendre en compte la situation spécifique des lieux de chargement et déchargement du produit.

Les composantes logistiques sont exprimées en €/m³ HT.

Ces prix s'entendent hors droits de douane, taxes et TVA.

2.10.1.2.4 Taxes, droits de douanes, TVA

La TVA est facturée en sus au taux en vigueur à la date du fait générateur qui est précisé dans l'acte d'engagement (débit, encaissement, livraison).

Sont également facturés en sus :

- la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE) ;
- et les droits de douane ;

aux valeurs réglementairement en vigueur à la date de livraison du produit.

2.10.1.3 Surcoût pour livraisons effectuées en régime express

Quelle que soit la nature du carburant (gazoles ou supercarburants sans plomb), toute commande exécutable en régime express fait l'objet d'un surcoût financier fixé à **225 € HT**, par vecteur de livraison utilisé pour ladite livraison, appliqué en sus du prix de facturation de type P_F s'appliquant à la prestation concernée.

2.10.1.4 Prestations diverses

Les prix pour les prestations diverses définies pour chacun des lots ne sont pas prévus dans les annexes à l'acte d'engagement.

Chaque prestation fera l'objet d'un devis de la part du titulaire.

Le titulaire facture les carburants et toute autre prestation nécessaire à la délivrance des carburants aux tarifs figurant sur le devis accepté préalablement à la commande et annexé au bon de commande correspondant.

Le titulaire s'engage à consentir une remise selon le type de fournitures ou de prestations, objet de la commande.

2.10.2 Révision des prix

Les prix sont établis initialement sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 qui correspond au mois **précédant** la publication de l'avis d'appel public à la concurrence dans le cadre de la consultation.

Les prix sont ensuite révisés en cours d'exécution du marché en fonction de la périodicité de variation de ses composants, à savoir :

- mensuellement sous l'effet de la variation des paramètres économiques impactant la cotation pétrolière et la valeur du taux de change, dans les conditions détaillées dans les articles 2.10.2.1.1 et 2.10.2.2.1 ;
- le cas échéant, ponctuellement, sous l'effet de la variation des paramètres réglementaires dans les conditions détaillées dans les articles 2.10.1.1.4, 2.10.1.2.4 et 2.10.2.3 ;
- éventuellement, avant reconduction de l'accord-cadre, sous l'effet de variation substantielle des frais de mise à disposition et de livraison spécifiques du titulaire (paramètre L).

Les variations des paramètres économiques et réglementaires sont automatiquement et immédiatement répercutées par le titulaire sur le prix de facturation de ses produits, lors de l'envoi de ses factures.

Les révisions éventuelles des paramètres L sont soumises à l'approbation du PA.

2.10.2.1 Gazoles (F-54 et gazole exempt de biocarburants dit biofree)

2.10.2.1.1 Révision des prix initiaux $P_{i\text{GAZ_NWE}}$ et $P_{i\text{MED}}$

Les prix initiaux des gazoles sont révisés mensuellement sous l'effet des variations de ses paramètres constitutifs COT et D définis à l'article 2.10.1.1.1 du présent CCP, selon la formule suivante :

$$- P_{i\text{ Gaz } m_1} = (\text{COT}_{\text{NWE } (m_1)} \text{ ou } \text{COT}_{\text{MED } (m_1)} \times M_{m_1}) / D_{m_1}$$

dans laquelle :

- m_1 = mois de livraison pour lequel s'effectue la révision de prix ;
- $P_{i\text{ Gaz } m_1}$ = prix initial révisé pour le mois de livraison m_1 ;
- $\text{COT}_{\text{NWE } (m_1)}$ ou $\text{COT}_{\text{MED } (m_1)}$ = valeur mensuelle de la cotation de référence du PLATT'S- EUROPEAN MARKETSCAN publiée pour le mois de livraison du produit ;
- M_{m_1} = valeur fixée par la Chambre syndicale du raffinage en vigueur durant le mois de livraison m_1 ;
- D_{m_1} (en \$/€) = moyenne à quatre (4) décimales des cours indicatifs de la parité Euro-Dollar (1 € = x \$) publiés par la Banque Centrale Européenne (BCE) pour le mois de livraison.

Les paramètres $\text{COT}_{\text{NWE } (m_1)}$ ou $\text{COT}_{\text{MED } (m_1)}$ varient en fonction de la valeur mensuelle de la cotation retenue pour la révision des prix, soit respectivement :

- la moyenne des cotations hautes : « **CIF NWE/Basis ARA** » du **diesel 10 ppm NWE** », codée AAWZC03 ;
- ou la moyenne des cotations hautes « **CIF MED CARGO MAVG_ ULSD 10ppms** », codée AAWYZ03.

publiées par le PLATT'S – EUROPEAN MARKETSCAN pour le **mois m_1 de livraison** du produit.

Le paramètre D_{m_1} varie en fonction de l'évolution des valeurs moyennes mensuelles de la parité Euro-Dollar publiées par la Banque Centrale Européenne (BCE) pour le mois de livraison du produit.

Le paramètre M_{m_1} varie en fonction de l'évolution de la masse volumique conventionnelle du produit, fixée par la chambre syndicale du raffinage en France pour le mois de livraison du produit.

Les prix ainsi révisés sont applicables lors de la facturation des prestations concernées.

2.10.2.1.2 Révision des prix d'achat, $P_{\text{Ach } (n)}$ et $P_{\text{Ach 6 Gaz}}$

- Les paramètres $C_{(n)}$ sont fermes pour la durée totale d'exécution de l'accord-cadre, toutes reconductions comprises.

- Les paramètres $T_{(n)}$ peuvent être révisés lors de l'évolution des différentes taxes relatives à la fiscalité des produits énergétiques ;

La révision des paramètres $T_{(n)}$ peut être sollicitée par le titulaire à tout moment de l'exécution du marché, sur justificatifs dûment présentés au PA, pour prendre effet à compter de la date d'application des évolutions constatées. Les justificatifs ne peuvent en aucun cas être produits ou émanés directement du titulaire, d'une de ses filiales ou de sa société mère, ni d'aucun organisme ou société sur lequel il détient un pouvoir décisionnaire déterminant.

Pour ce faire, le titulaire transmet au CSTA de nouvelles annexes à l'acte d'engagement, établies avec les valeurs révisées, pour validation par le PA.

2.10.2.1.3 Révision des prix de facturation, $P_{F(n)_{EXW}}$, $P_{F(n)_{DDP}}$, $P_{F6\text{ Gaz}_{EXW}}$ et $P_{F6\text{ Gaz}_{DDP}}$

Les paramètres logistiques des prix, $L_{(n)_{EXW}}$, $L_{(n)_{DDP}}$, $L_{6\text{ Gaz}_{EXW}}$ et $L_{6\text{ Gaz}_{DDP}}$ peuvent être révisés, sous réserve de l'accord du PA, en cas de modifications substantielles des conditions économiques impactant directement leur valeur, une fois avant chaque reconduction annuelle de l'accord-cadre et sur présentation expresse de justificatifs par le titulaire.

Le cas échéant, le titulaire transmet au CSTA, au plus tard deux mois avant la date d'effet de la reconduction de l'accord-cadre, de nouvelles annexes à l'acte d'engagement, établies avec les valeurs révisées, pour validation par le PA.

2.10.2.2 Supercarburants sans plomb

2.10.2.2.1 Révision du prix initial, $P_{i\text{ SP}}$

Les prix initiaux des supercarburants sans plomb sont révisés mensuellement sous l'effet des variations de leurs paramètres constitutifs COT, D et M définis à l'article 2.10.1.2.1 du présent CCP, selon la formule suivante :

$$P_{i\text{ SP } m_1} = (\text{COT}_{\text{NWE } (m_1)} \text{ ou } \text{COT}_{\text{MED } (m_1)}) \times M_{m_1} / D_{m_1}$$

dans laquelle :

- m_1 = mois de livraison pour lequel s'effectue la révision de prix ;
- $P_{i\text{ SP } m_1}$ = prix initial révisé pour le mois de livraison m_1 ;
- $\text{COT}_{\text{NWE } (m_1)}$ ou $\text{COT}_{\text{MED } (m_1)}$ = valeur mensuelle de la cotation de référence du PLATT'S- EUROPEAN MARKETSCAN publiée pour le mois de livraison du produit ;
- M_{m_1} = valeur réglementaire en vigueur durant le mois de livraison m_1 ;
- D_{m_1} (en \$/€) = moyenne à quatre (4) décimales des cours indicatifs de la parité Euro-Dollar (1 € = x \$) publiés par la Banque Centrale Européenne (BCE) pour le mois de livraison.

Les paramètres $\text{COT}_{\text{NWE } (m_1)}$ ou $\text{COT}_{\text{MED } (m_1)}$ varient en fonction de la valeur mensuelle de la cotation retenue pour la révision des prix, soit respectivement :

- la moyenne des cotations hautes : « **CIF NWE CARGO MAVG _ Gasoline 10ppms** », codée AAXFQ03 ;
- ou la moyenne des cotations hautes « **CIF Med Genova/Lavera _ Premium Unl 10ppm** », codée AAWZB00 ;

publiées par le PLATT'S – EUROPEAN MARKETSCAN pour le **mois m_1 de livraison** du produit.

Le paramètre D_{m_1} varie en fonction de l'évolution des valeurs moyennes mensuelles de la parité Euro-Dollar publiées par la Banque Centrale Européenne (BCE) pour le mois de livraison du produit.

Le paramètre M_{m_1} varie en fonction de l'évolution de la masse volumique conventionnelle du produit, fixée par la chambre syndicale du raffinage en France pour le mois de livraison du produit.

2.10.2.2.2 Révision des prix d'achat $P_{Ach (n)}$, $P_{Ach 6\text{ SP}}$ et $P_{Ach 6\text{ Nav}}$

- Les paramètres $C_{(n)}$ sont fermes pour la durée totale d'exécution de l'accord-cadre, toutes reconductions comprises.

- Les paramètres $T_{(n)}$ peuvent être révisés lors de l'évolution des différentes taxes relatives à la fiscalité des produits énergétiques ;

La révision des paramètres $T_{(n)}$ peut être sollicitée par le titulaire à tout moment de l'exécution du marché, sur justificatifs dûment présentés au PA, pour prendre effet à compter de la date d'application des évolutions constatées. Les justificatifs ne peuvent en aucun cas être produits ou émanés directement du titulaire, d'une de ses filiales ou de sa société mère, ni d'aucun organisme ou société sur lequel il détient un pouvoir décisionnaire déterminant.

Pour ce faire, le titulaire transmet au CSTA de nouvelles annexes à l'acte d'engagement, établies avec les valeurs révisées, pour validation par le PA.

2.10.2.2.3 Révision des prix de facturation, $P_{F(n)_{EXW}}$, $P_{F(n)_{DDP}}$, $P_{F6 SP_{EXW}}$, $P_{F6 SP_{DDP}}$, $P_{F6 Nav_{EXW}}$, et $P_{F6 Nav_{DDP}}$

Les paramètres logistiques des prix, $L_{(n)_{EXW}}$, $L_{(n)_{DDP}}$, $L_{6 SP_{EXW}}$, $L_{6 SP_{DDP}}$, $L_{6 Nav_{EXW}}$ et $L_{6 Nav_{DDP}}$, peuvent être révisés, sous réserve de l'accord du PA, en cas de modifications substantielles des conditions économiques impactant directement leur valeur, une fois avant chaque reconduction annuelle de l'accord-cadre et sur présentation expresse de justificatifs par le titulaire.

Le cas échéant, le titulaire transmet au CSTA, pour validation par le PA, au plus tard deux mois avant la date d'effet de la reconduction de l'accord-cadre, de nouvelles annexes à l'acte d'engagement, établies avec les valeurs révisées.

2.10.2.3 Modifications réglementaires de la TICPE, et des droits de douane.

Toute modification réglementaire de ces éléments est appliquée à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle valeur en donnant lieu à l'établissement de nouvelles annexes validées par le PA.

2.11 Avances

Les délais d'exécution des prestations ne permettent pas d'envisager le versement d'une avance, subordonné à une durée d'exécution du bon de commande supérieure à deux (2) mois au regard des dispositions de l'article [R2191-3](#) du Code de la commande publique.

2.12 Modalités financières

2.12.1 Répartition des paiements

Les prestations font l'objet d'un paiement partiel définitif.

2.12.2 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles [R2191-45 à R2191-63](#) du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur remet, sur demande du titulaire ou d'un cotraitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de l'accord-cadre.

2.12.3 Intérêts moratoires

Les modalités de paiement sont exécutées selon les dispositions définies par les [articles R.2192-10 et suivants](#) du Code de la commande publique.

2.12.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par le bénéficiaire de la prestation ou son représentant.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

2.12.4.1 Mentions obligatoires

Les factures sont établies en application de l'[article D.2192-2](#) du Code de la commande publique.

Au nombre des mentions obligatoires, les factures comporteront notamment les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro d'engagement juridique correspondant au numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro de lot du contrat concerné par la prestation, 1 à 6 ;
- le numéro d'engagement juridique du bon de commande ;
- le code du Service Exécutant (code SE) suivant : AMMAGFA001 ;
- la désignation précise du produit fourni ;
- le volume fourni, mesuré à la température définie pour la nature de produit facturé, contradictoirement reconnue entre les représentants respectifs du titulaire et du SEO (ou de son client) ;
- le prix unitaire du produit fourni ou, lorsqu'il y a lieu, le prix forfaitaire de la prestation exécutée ;
- le montant hors taxes et le montant toutes taxes comprises des prestations ;
- la date d'exécution de la prestation.

Par ailleurs, seront également exigés :

- l'adresse commerciale du titulaire ;
- ses références d'inscription au registre du commerce ;
- son numéro d'identification attribué par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques ;
- le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le lieu d'exécution de la prestation ;
- le code client SEO du bénéficiaire, le cas échéant.
- la mention obligatoire de l'article 262-II-3° du CGI, lors de facturation de produits délivrés en suspension de droits de douane.

Le numéro de la facture ne doit pas dépasser seize caractères.

Pour la facturation, le prix à prendre en compte est le prix indiqué dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, révisé selon les modalités définies à l'article 2.10.2 du présent CCP, en vigueur le jour de l'exécution de la prestation (soit à la date de livraison ou d'enlèvement du produit).

Ils sont indiqués en annexes financières à l'acte d'engagement 1.NWE, 1.MED, 3.NWE, 3.MED, et 1(.1 et .2), 2(.1 et .2), 3(.1 et .2), 4(.1 et .2), 5(.1 et .2), et 6(.1 et .2), révisées dans les conditions prévues à l'article 2.10.2 du présent CCP.

Il est rappelé que le **prix unitaire de facturation est arrêté à la deuxième décimale** en raison des limites techniques inhérentes aux logiciels Chorus et SCALP utilisés pour le traitement de la facturation.

2.12.4.2 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et notamment en application de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures sont obligatoirement accompagnées :

- le cas échéant, de la révision de prix validée par le PA ;
- le cas échéant, de la demande de prolongation ou de sursis de délai mentionnant la décision du PA ou de son représentant ;
- le cas échéant, de la décision d'admission du carburant avec réfaction de prix.
-

Elles sont libellées et adressées comme suit :

- Service de l'énergie opérationnelle
CSTA
47, Rue Sainte Catherine –CS 60016
54035 Nancy CEDEX.

Le titulaire a le choix entre deux modes de transmission des factures vers Chorus Pro :

2.12.4.2.1 Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.
- en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface ou interface de programmation d'applications) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2.12.4.2.2 Utiliser le portail Chorus Pro :

Ce portail est accessible par Internet (en se connectant au lien <https://chorus-pro.gouv.fr>) aux fins de :

- déposer ses factures sur le portail ;
- ou saisir directement ses factures.

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. Le titulaire peut suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.

Pour déposer ses factures sur le portail, le titulaire doit fournir toutes les mentions légales² ainsi que les informations suivantes figurant sur l'accord-cadre :

- le numéro de l'engagement juridique (n° d'EJ) de l'accord-cadre figurant sur l'acte d'engagement et indiqué dans le courriel de notification de l'accord-cadre (cf. n° de l'accord-cadre) adressé via la plate-forme des achats de l'État (PLACE) ;
- le numéro de l'engagement juridique (n° d'EJ) du bon de commande ;
- le code du Service Exécutant (code SE) : AMMAGFA001 ;
- et le numéro de SIRET de l'état : 110 002 011 00044.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des demandes de paiement par le service en charge de son paiement.

Pour davantage d'informations concernant l'utilisation du portail, vous pouvez consulter le lien suivant : [Communauté Chorus Pro – Toute l'information et la documentation sur Chorus Pro \(chorus-pro.gouv.fr\)](https://chorus-pro.gouv.fr).

2.12.5 Règlement

Chaque livraison fait l'objet d'un règlement partiel définitif qui s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

Les dossiers de paiement (DP) sont assignés sur la caisse du :

- Comptable du Compte de Commerce

² Ces informations sont listées par l'article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, et comprennent notamment : la date de facture, le numéro d'identification unique, la raison sociale, le SIRET ou SIREN, les montants HT et TTC, le taux de TVA appliqué et son montant, la mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir.

« Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires »

Quartier Verneau

80, rue Sergent Blandan – CS 53864

54029 Nancy cedex.

Les sommes dues en exécution du présent accord-cadre sont payées dans le délai global maximal de trente jours à compter de la date de réception de la facture ou à compter de la date d'admission des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

2.13 Dispositions diverses

2.13.1 Forme des notifications et des informations

Sauf dérogations expressément prévues par le présent document, toutes les décisions ou courriers de cet accord-cadre sont notifiés au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal, par courrier électronique ou par le portail de la plate-forme des achats de l'État (PLACE) avec avis de lecture de l'envoi.

2.13.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire durant la phase d'exécution de l'accord-cadre s'effectuera en français.

2.13.3 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au pouvoir adjudicateur en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objets du présent accord-cadre. Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances préalablement à la notification de l'accord-cadre.

Il s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur, sur simple demande écrite, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

2.13.4 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles [L.2195.1](#) à [L.2195.6](#) du Code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

2.13.5 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par

l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, s'il n'exécute pas une prestation qui ne peut souffrir d'aucun retard, ou bien en cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS.

Le titulaire du contrat n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

2.13.6 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le :

- Tribunal Administratif de Nancy
5 Place de la Carrière
Case officielle n° 20038
54036 Nancy Cedex.
Téléphone Greffe : +33 3 83 17 43 43
Télécopie : +33 3 83 17 43 50
Courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr
Site Internet : <http://nancy.tribunal-administratif.fr>

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et les titulaires peuvent recourir :

- au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
ou
- au médiateur des entreprises ;

conformément aux dispositions aux articles [R.2197-1 à R.2197-5](#) et [R.2197-23 à R.2197-25](#) du Code de la commande publique.

2.13.6.1 Organes chargés des procédures de médiation

Le titulaire est invité à s'adresser au pouvoir adjudicateur pour toute question ou difficulté relative à l'exécution de l'accord-cadre.

2.13.6.1.1 Comité consultatif compétent

- Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public/ 1C
Bâtiment Condorcet
6 rue Louise Weiss - Télédéc 353
75703 Paris Cedex 13

2.13.6.1.2 Médiateur des entreprises du ministère des Armées

Ce service a pour mission de faciliter :

- le traitement des difficultés rencontrées par les entreprises dans leurs relations avec les services du ministère des Armées et des anciens combattants,
- le règlement à l'amiable des litiges en lien avec les services d'achats du ministère.

Le titulaire peut contacter ce service aux coordonnées suivantes :

- courriel : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr,
- site Internet : <https://www.achats.defense.gouv.fr/aide/mediation>,
- par téléphone : +33.9.88.68.19.25

Les coordonnées peuvent évoluer en cours de l'accord-cadre, le site Internet du ministère des Armées accessible par le lien <https://www.achats.defense.gouv.fr/aide/mediation> délivre des informations plus

complètes sur le rôle et les modalités de saisine.

2.13.6.1.3 Médiateur des entreprises du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

- Bureau des développements Numériques

SG-SIRCOM - Télédéc 536

75572 Paris Cedex 12

Sites Internet :

- <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>
- <https://www.justice.fr/fiche/reglement-amiable-litiges-matiere-marches-publics>

2.13.7 Attribution du certificat de bonne exécution de marché (CBEM)

À la fin de la période d'exécution du présent contrat, et à la demande de son titulaire, ou de sa propre initiative, le ministère des Armées peut délivrer un CBEM au fournisseur qui aura donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être accordée si :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendues aura été conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée de qualité ;
- le titulaire ne s'est pas vu appliquer des pénalités de retard ;
- le contrat n'a pas été résilié aux torts du titulaire.

Le CBEM délivré à ses fournisseurs est une référence valorisable pouvant faciliter leur développement commercial, notamment lors de candidatures à l'attribution de marchés publics, des demandes de prêts bancaires, de contractualisations avec des opérateurs économiques de droit privé ou à l'export à l'international.

3 ANNEXES ET PIÈCES JOINTES

- annexe 1 : nature, spécifications, volumes estimatifs annuels et volumes contractuels maximaux toutes durées de reconduction comprises des carburants objets de l'accord-cadre ;
- annexe 2 : sites de livraison connus au moment de l'expression du besoin ;
- annexe 3 : points de contact du titulaire ;
- annexe 4 : points de contact du pouvoir adjudicateur ;
- annexe 5 : renseignements complémentaires ;
- pièce jointe 1 : spécification CSR 4-0-10- du gazole version du 13 décembre 2022 ;
- pièce jointe 2 : spécification CSR 1-2-10 du supercarburant sans plomb 95 version du 08 octobre 2020 ;
- pièce jointe 3 : spécification CSR 1-3-09 du supercarburant sans plomb 98 version du 08 octobre 2020 ;
- pièce jointe 4 : guide CHORUS de dématérialisation de la facturation.

4 DÉROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG régissant le présent accord-cadre sont rappelées dans le tableau récapitulatif ci-après :

Article du présent CCP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
2.4.1.3	23.1	Prescription de prestations supplémentaires ou modificatives par bon de commande et non par ordre de service.
2.9.1.2	3.4.1	Représentation du titulaire.
2.9.2.1	3.1.2	Date d'envoi du bon de commande valant date de notification.
	3.7.1	Autorité émettant les bons de commande.
2.9.2.1.2	23.2	Prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives fixés définitivement par le bon de commande.
	23.3	Prix fixes et acceptés par le titulaire qui a établi un devis préalablement à l'émission du bon de commande.
2.9.2.4	13.3.2.	Autorité réceptionnant et se prononçant sur les demandes de prolongation de délai ou de sursis de livraison.
2.9.2.6.1	14.1.1	Montant des pénalités.
2.9.3.2.2	20.3	Transport et déchargement aux frais et sous la responsabilité du SEO pour l'enlèvement du produit sous incoterm EXW.
2.9.5.3.1	30.1	Admission tacite de la prestation à la date de livraison en l'absence de réserve écrite émise par le bénéficiaire.
2.9.5.3.2	30.2.1	Réserves du bénéficiaire de la prestation sur pièce justificative de livraison valant décision d'ajournement. Délai de mise à disposition d'un nouveau produit en cas de livraison de produit jugé non conforme.
2.13.3	9.2	Fourniture d'une attestation d'assurance préalablement à la notification de l'accord-cadre.
2.13.4	42	Absence d'indemnité versée au titulaire en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général.